

Dans l'est de la République démocratique du Congo, il est extrêmement difficile pour les défenseurs des droits humains de mener à bien leur travail en raison des menaces de mort et des actes d'intimidation dont ils ont fait l'objet tout au long de l'année écoulée de la part de groupes armés et des forces de sécurité, a déclaré Amnesty International lundi 16 décembre.

Dans un nouveau rapport, intitulé « *Quitte à mourir, autant dire la vérité...* » *Les attaques contre les défenseurs des droits humains au Nord-Kivu*, Amnesty International décrit la répression accrue menée par des groupes armés et les forces de sécurité nationales contre les défenseurs des droits humains depuis l'aggravation de la crise l'an dernier.

« Toute la population est exposée à des atteintes aux droits humains dans le Nord-Kivu et ceux et celles qui font entendre leur voix pour protéger ces gens sont délibérément pris pour cible par toutes les parties », a expliqué Sarah Jackson, directrice régionale adjointe d'Amnesty International.

« Des membres de groupes armés et des services de sécurité nationaux tentent depuis trop longtemps de réduire au silence les défenseurs des droits humains dans tout le pays. Cela ne peut plus durer. »

Depuis l'an dernier, les défenseurs des droits humains ont été confrontés à un nombre accru de menaces de mort, de visites d'hommes armés à leur domicile et sur leur lieu de travail, d'enlèvements et de détentions arbitraires. Ils sont souvent menacés parce qu'ils dénoncent certains agissements de groupes armés ou de l'armée nationale. De nombreux défenseurs des droits humains ont dû cesser de travailler, fermer leurs bureaux et fuir pour ne pas être tués.

Le M23, un groupe armé, a quitté le Nord-Kivu en novembre mais les défenseurs des droits humains restent victimes d'actes de harcèlement et d'intimidation menés par d'autres factions armées et des éléments des forces de sécurité nationales présents dans l'est de la RDC.

Un défenseur des droits humains qui a régulièrement dénoncé des atteintes aux droits fondamentaux a expliqué à Amnesty International qu'il avait reçu des menaces de mort, des messages anonymes et des visites à son domicile lui montrant qu'il était surveillé. Il a également reçu un SMS dans lequel il était écrit : « nous allons venir te couper la tête » et « nous savons où tu habites ». Certains défenseurs des droits humains sont directement menacés par plusieurs groupes armés en même temps.

Le rapport met en évidence la difficulté que représente le fait de travailler dans des zones où agissent des forces armées faibles et indisciplinées ne se pliant pas à l'obligation de rendre des comptes, et où les principes du droit ne sont que peu, voire pas du tout, respectés.

« Les victimes ne peuvent pas obtenir justice par la voie normale, c'est-à-dire en signalant une infraction à la police. Tout ce qu'elles peuvent faire, c'est signaler les infractions à des

défenseurs des droits humains », a ajouté Sarah Jackson.

Les femmes qui défendent les droits humains sont particulièrement en danger car leurs actions sont perçues comme déifiant les normes sociales qui dissuadent les femmes de critiquer ouvertement les personnes au pouvoir. Dans plusieurs cas, des femmes qui avaient aidé des victimes de violences, y compris de violences sexuelles, ont elles-mêmes été harcelées ou visées par des agressions sexuelles en représailles.

Amnesty International est particulièrement préoccupée par le fait que, depuis longtemps, les défenseurs des droits humains sont pris pour cible mais les auteurs d'attaques sont rarement tenus de rendre des comptes.

Le rapport présente le cas de Pascal Kabungulu, un défenseur des droits humains de premier plan abattu chez lui, sous les yeux de sa femme et de ses enfants, en 2005. Les hommes accusés de ce meurtre, dont des soldats et d'importants responsables politiques et militaires, restent libres.

« Tant que les auteurs d'atteintes à l'encontre de défenseurs des droits humains seront en liberté, ces attaques se poursuivront et la violence contre les civils restera impunie. Cela doit cesser », a affirmé Sarah Jackson.

Source: [Amnesty International](#)